

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
JEUDI 18 SEPTEMBRE 1969  
N° 421, 1,50 F



**échec  
au  
pouvoir**

# Sommaire

## Luttes ouvrières

5. Résolument et ferme-  
ment convaincus  
Jacques Ferlus
6. La guerre de M. Séguy  
Philippe Guyot
7. Un échec de la solidarité  
ouvrière  
Michel Camouis

## Luttes universitaires

10. Le bilan d'un lycée de  
Paris  
Albert Rousselles

## Luttes internationales

- 11-12. Les grandes manœuvres  
de la bourgeoisie  
italienne  
Bruno Crimi

13. Tchécoslovaquie : le  
temps des interrogations  
Michèle Descolanges
14. La double tragédie  
Christian Guerche
15. A l'heure de la déstali-  
nisation  
Gilbert Chantaire
16. Brésil : début de la  
guerre révolutionnaire.  
Michèle Vannesse

## Vie économique

8. Où sont les centres de  
décision ?  
Jacqueline Giraud
9. La crise de l'Etat bour-  
geois  
Jacques Malterre

## Les faits de la semaine

### Un candidat pas comme les autres

Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, un parti socialiste présente un prêtre aux élections. Jean-Baptiste Delpirou, 34 ans, prêtre-ouvrier, actuellement aumônier dans un foyer de jeunes défend les idées du P.S.U. dans l'élection partielle qui se déroulera dimanche prochain dans le Cantal et qui doit pourvoir au remplacement du siège laissé vacant par le nouveau chef de l'Etat, M. Georges Pompidou.

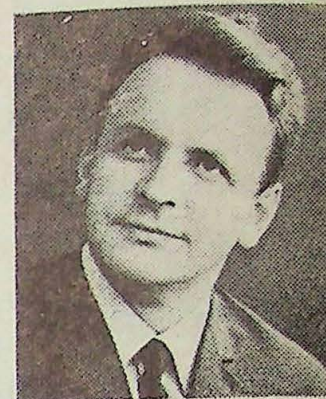
Un prêtre, cela ne choque personne quand il s'agit d'un candidat de l'U.D.R. ! Mais présenté par le P.S.U... La hiérarchie n'a pas tardé à réagir : les évêques de Saint-Flour et de Clermont-Ferrand se sont empressés de publier un communiqué exprimant vertement leur désapprobation.

L'abbé Delpirou n'en a cure. Il revendique hautement la liberté de défendre ses convictions politiques. Avec l'appui de tous les prêtres contestataires.

Et pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté c'est à un militant d'action laïque, Raymond Guilaneuf que l'abbé Delpirou a demandé d'être son suppléant.

Inlassables, les deux candidats parcourent les petites villes et les villages du Cantal, tiennent des meetings, discutent avec les paysans. Dans toutes les réunions publiques l'accueil est favorable, l'assistance nombreuse par rapport aux précédentes campagnes du P.S.U. Les militants peuvent mesurer l'impact de la campagne présidentielle qui a fait connaître le P.S.U. dans les villages les plus reculés.

Les seules attaques, comme à l'accoutumée, viennent de deux bords : la droite et le P.C.F. La première s'exprime par le journal paroissial qui publia le communiqué des deux évêques et manifeste sa « sollicitude » au Dr Raynal, candidat de l'U.D.R. Quant au journal local du P.C.F., il vitupère sur la défense de la laïcité et reprend ses accusations habi-



tuelles contre le « diviseur de la gauche » (omettant de mentionner qu'il n'a jamais répondu à la lettre que la Fédération du Cantal a adressé à tous les partis de gauche).

D'après l'accueil qu'il reçoit notre candidat dans le Cantal espère dépasser le score de 2 % obtenu par Michel Rocard aux élections présidentielles. Les électeurs répondront Dimanche

J.G.

# tribune

socialiste

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction  
Jacqueline Giraud, Christian  
Guerche, Gilbert Hercet,  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction  
Henry Beley, André Bielany,  
Jacques Buthiers, Gilbert  
Chantaire, Michèle Descolon-  
ges, Jacques Ferlus, Michel  
Johan Lucien Saintonge, Ber-  
nard Sizaire.

Maquette  
Claude Picart

Publicité  
Jean-Claude Gillet

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction - Administration  
et Publicité :  
54, Bd Garibaldi  
Paris (15<sup>e</sup>)  
Téléphone :  
Administration : 783.19-20  
Rédaction : 566-45-64

Le présent numéro est tiré  
à 22.000 exemplaires

Abonnements  
6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F  
C.C.P. 58 26 65

Publicité générale  
au Siège  
de l'Administration  
S.A. Imprimerie Editions Morlamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>.

### Lettre ouverte à à M. Debré

Monsieur le Ministre,

Je ne suis pas de vos amis, mais comme tout homme soucieux des affaires publiques, j'ai étudié avec attention votre discours à Amboise, la semaine dernière. Je ne veux pas savoir quelles considérations partisans — de celles que vous méprisez le plus — vous ont inspiré les grands thèmes de votre intervention. Je ne veux, et ne veux, que me limiter aux grandes orientations que vous dessinez pour l'avenir de notre pays.

Qui ne serait d'accord avec les termes que vous proposez : « progrès économique, clef du progrès social, expansion, clef de l'influence morale, indépendance, clef de la coopération internationale » ?

Mais, certes pas à la manière dont vous l'entendez. Comme on voudrait vous suivre quand vous affirmez : « les transferts sociaux sont de vrais transferts quand ils sont le produit de l'enrichissement collectif ». Mais quand vous mettez les Français en garde contre l'illusion « qu'une politique sociale peut être en avance sur la capacité industrielle », nous nous interrogeons. Car nous avons cru, à lire les experts

officiels, que les carnets de commande de nos chefs d'entreprises étaient saturés et que ce n'étaient pas les frais salariaux qui grevaient les budgets des entreprises. Où passe l'argent, M. le Ministre ?

Comme on voudrait vous suivre quand vous clamez : « S'il est un domaine où les tenants de la libre entreprise peuvent et doivent montrer de quoi ils sont capables, c'est bien la pénétration sur des marchés d'avenir ». Mais à vous entendre nous décrire notre position exportatrice fragile et insuffisante, nous nous interrogeons. Où est le ressort du système, M. le Ministre ?

Comme on voudrait vous suivre quand vous dites que « ne pas vouloir son indépendance, c'est accepter une souveraineté de plus en plus limitée ». Mais comment concilier cette pétition de principe avec les relations de plus en plus étroites avec les Etats-Unis, « première puissance de l'Occident, réservoir de sa force et de son progrès technique » ? Où est votre politique d'indépendance, M. le Ministre ?

« Nul n'a le droit, l'audace de parler au nom du général de Gaulle, avez-vous déclaré à

Amboise. Ni sans doute au nom de « ceux qui de toutes façons détiennent l'avenir de la patrie » (Charles de Gaulle, conférence de presse de Mars). Alors, M. le Ministre, qui a le droit de parler ? Certainement pas ceux des étrangers que votre collègue de l'Intérieur a fait reconduire à la frontière ! Mais, sachez-le bien, même les « Français de l'Intérieur » finiront bien par s'exprimer.

P.G.

### Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

### PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

### EROTISSIMO

# La grande peur

Jean-Marie Vincent

UN beau rêve est en train de se terminer. Un peu partout en Europe les travailleurs manifestent par la grève qu'ils n'ont pas du tout l'intention de se laisser réduire à l'état de robots satisfaits de consommer ce que les capitalistes veulent bien leur consentir. La bourgeoisie doit se rendre à l'évidence, ses esclaves salariés ne se laissent plus prendre aux beaux refrains sur la croissance économique qui apporte le bien-être et pourquoi pas le bonheur à tous... mais pour plus tard. Finies les tirades définitives sur l'harmonie entre les partenaires sociaux, il faut ouvrir les yeux à cette réalité éprouvante : les capitalistes n'ont pas pu réduire les travailleurs à l'état de rouage parfaitement adapté de leur système.

Pensez ! Au cœur du pays du « miracle économique », dans cette Allemagne de l'Ouest si prospère, si tranquille depuis plusieurs années (si l'on met à part les actions des trublions étudiants) le prolétariat a en quelques jours fait la démonstration qu'il était une force indestructible. Poussé par une saine colère devant l'étalement cynique de sa richesse par la classe dominante, exacerbé par l'intensification du travail et l'allongement de sa durée dans presque toutes les branches de l'économie, exaspéré par la hausse des prix et par la spéculation sur les logements, il a bousculé les institutions de collaboration sociale chargées de l'encadrer et débordé les syndicats timorés à l'extrême. Il s'est tout simplement mis en grève sans demander l'avis de personne.

Dans la Ruhr, quatre-vingt mille ouvriers ont fait redécouvrir à une masse beaucoup plus large, grâce à leur action décidée, des vérités aussi élémentaires que fondamentales. Leurs banderoles clamaient : « Dirigeants d'entreprises, vous êtes des exploités ! Permanents syndicaux, vous dormez ! » Par là, ils arrachaient les voiles trompeurs de la co-gestion, de l'économie concertée, appelée aussi symétrie sociale, dans la propagande officielle. En d'autres termes, ils faisaient entendre sans équivoque qu'ils en avaient assez d'être pris pour des imbéciles. Et voyez-vous ça, en moins d'une semaine, ils obtenaient du patronat des augmentations de salaires ou des améliorations des conditions de travail que les syndicats considéraient comme tout à fait impossibles.

Certes, la lutte des travailleurs allemands ne s'étend pas encore au terrain politique proprement dit, mais comme la lutte des ouvriers italiens ou français, elle est marquée par une compréhension très nette des mécanismes par lesquels les capitalistes s'opposent à l'amélioration des con-

ditions d'existence des salariés de la grande industrie. En période de baisse de rythme économique ou de récession, les licenciements, les déclassements cherchent à susciter la docilité ouvrière tandis que dans les périodes de boom ou de « surchauffe » les institutions étatiques ou para-étatiques jouent toutes, au nom de la lutte contre l'inflation, pour étouffer ou modérer les revendications salariales. Dans ces deux phases économiques typiques du capitalisme actuel, les travailleurs sont ainsi amenés à sentir que leurs besoins les plus profonds, leurs aspirations sont insupportables pour l'équilibre du système.

C'est, en tout cas, ce que disent de plus en plus haut les ouvriers de la métallurgie italienne. Pour le grand capital, pour Agnelli de la Fiat, les travailleurs ne sont qu'un ensemble de marchandises ou de moyens de production, mais c'est justement ce qu'ils refusent et en tant que forces de travail indispensables à la survie de la société, ils se saisissent comme force collective révolutionnaire, comme l'ossature d'une réorganisation de la société. Chaque grève est de ce fait une sorte de petite guerre civile en miniature, où deux principes antagonistes d'organisation sociale s'affrontent de manière plus ou moins ouverte. Il est vrai qu'en Italie comme dans les autres pays d'Europe, la question du pouvoir d'Etat n'est pas directement posée c'est-à-dire assumée par la majorité du mouvement ouvrier enlisée dans l'opportunisme et le sectarisme.

Mais cela ne rassure pas vraiment la bourgeoisie qui de « grèves-bouchons en grèves sauvages » voit de nouveau se lever le spectre de la révolte ouvrière qu'elle avait cru exorciser pour toujours. A la clé elle commence à craindre que la fièvre révolutionnaire ne s'empare de nouveau des travailleurs et vienne mettre en question sa domination. Après mai 1968, après septembre 1969 elle ne dort plus sur ses deux oreilles.

C'est dans ce contexte qu'il faut voir la grève de la S.N.C.F. et celle de la R.A.T.P. Apparemment, elles ont été inspirées par des revendications strictement corporatives. Mais, malgré la prudence des directions syndicales qui ne savent si elles doivent se réjouir ou s'affliger de la pression de la base, elles vont beaucoup plus loin. Ce sont tous les beaux projets de réorganisation et de rationalisation du secteur public à la mode capitaliste qu'elles mettent en question et par voie de conséquence toute la politique économique gouvernementale. D'ailleurs, les travailleurs de la S.N.C.F. ou de la R.A.T.P. n'ont pas été longs à s'apercevoir que leur lutte dépassait les

limites du corporatisme et qu'elle posait des questions, élargissement et coordination des grèves, affrontement direct avec l'Etat capitaliste, instauration d'éléments de contrôle ouvrier, auxquelles il n'est pas encore donné de réponses dans l'immédiat. C'est dire qu'aujourd'hui on ne peut se contenter de suivre avec contentement le déroulement des grèves, parce qu'elles sèment la confusion dans le camp gouvernemental. La seule attitude juste est de tout faire pour les appuyer et de préparer les conditions de leur transformation en luttes politiques de masses contre le pouvoir d'Etat capitaliste. □

## front

partout dans le monde, craque l'ordre établi pour l'oppression des masses. **front** : partout, des hommes luttent et organisent leur libération.

### UN MAGAZINE MENSUEL :

64 pages, sous couverture illustrée. Une formule moderne (reportages, interviews, documents inédits) ; une formule rigoureuse (grands dossiers, bibliographies, etc.)

**D'INFORMATION** Sur tous les fronts de la réflexion et de la lutte, des correspondants, des rédacteurs qui ont le souci de rendre compte clairement de l'événement, d'ouvrir le débat, d'engager la confrontation.

**POLITIQUE** Tout n'est-il pas politique ? Le cinéma et les élections, la mode et les crises économiques, les loisirs et les prises de position des travailleurs... **INTERNATIONALE** écrit par des journalistes et des militants engagés dans tous les pays, lu par ceux qui veulent savoir, qui veulent agir en France, en Europe, en Amérique latine, en Afrique... **front** le premier mardi du mois, dans tous les kiosques : 3 F.

Au sommaire du numéro 1 :

**LA SALE HISTOIRE DES ETATS-UNIS** : interview exclusive d'Eldridge Cleaver, ministre de l'Information en exil du Black Panther Party.

**TCHÉCOSLOVAQUIE** : "autocritique dans le sang de quelques camarades". **PENINSULE ARABIQUE** : deux grands reporters internationaux, Marie-Claude Deffarge et Gordian Troeller révèlent un aspect inconnu de la lutte dans le monde arabe : un document inédit sur le Dhofar.

Au sommaire du numéro 2 (le 7 octobre)

**VIETNAM** : interview exclusive de Madame Binh, ministre des Affaires étrangères du G.R.P.

**ITALIE** : sur le front des luttes syndicales.

**BRESIL** : un des leaders du mouvement révolutionnaire parle. Et des articles de nos correspondants...

**PEROU - IRLANDE - ARGENTINE - ROUMANIE - ALGERIE - ALLEMAGNE - PAKISTAN - JAPON - INDE** - et de nos collaborateurs en **FRANCE**.

## front

44, rue Vieille du Temple - Paris 4<sup>e</sup> - TUR 12-11



Collombert

politique intérieure

# Survie à l'I.N.R.A.

Rémy Grillault

L'I.N.R.A. (\*) vient d'être l'objet de mesures sévères qui mettent en cause son proche avenir, et à plus long terme son existence même. Ces décisions sont de nature politique, et il faut les replacer dans le cadre de la campagne officielle de dénigrement de la Recherche Scientifique en général (cf. « Le Monde » du 8-7-69). Ceci s'insérant d'ailleurs dans un plan encore plus vaste de dénationalisation des principaux services publics.

## L'INRA qu'est-ce que c'est ?

Au 31-12-68 l'I.N.R.A. emploie 5.847 personnes dont 895 scientifiques.

Le budget de fonctionnement représente en 1968 174 millions de francs dont 158 millions provenant de l'Etat ; les crédits d'équipement pour la même année se sont élevés à 63,5 millions de francs.

Le personnel et ces crédits sont répartis entre 14 centres de recherche principaux (Versailles, Nancy, Jouy-en-Josas, Avignon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Montpellier, Antibes, Colmar, Dijon, Rennes, Guyancourt, Tours, la Guadeloupe); sans compter divers laboratoires plus spécialisés (à Landerneau, Biarritz, Lusignan, en Corse, etc.). L'I.N.R.A. est donc largement décentralisé, ce qui est naturel étant donné ses relations directes avec l'activité agricole.

Les recherches entreprises couvrent plusieurs disciplines : physiologie et pathologie végétales, zoologie, physiologie, génétique animales, nutrition, technologie des produits agricoles, recherches forestières, etc., mais aussi bioclimatologie, hydrobiologie continentale, calcul automatique et biométrie, enfin économie et sociologie. Les travaux réalisés ont joué un rôle essentiel dans la

mise au point et la sélection des céréales et fourrages cultivés en France ; depuis quelques années ce sont les productions animales qui bénéficient de ces recherches : volailles-porcins-bovins...

L'I.N.R.A. est donc un organisme de recherche appliquée, et ses travaux ont un retentissement certain sur l'évolution de l'agriculture.

## L'INRA en sursis

Les objectifs du Ve Plan, déjà largement en retrait par rapport aux propositions de la Commission « Recherche » du Plan (— 40 % pour les crédits d'équipement) ne sont même pas réalisés ! En ce qui concerne le recrutement par exemple :

Recrutement chercheurs techniciens	1967	1968	1969
Créations d'emplois	250	215	55
Prévisions Ve Plan	360	426	506

Les mesures d'austérité consécutives à la dévaluation ont été l'occasion d'un véritable matraquage de l'I.N.R.A. Qu'on en juge :

- arrêt total des recrutements de toutes les catégories de personnel ;
- blocage des crédits d'équipement non engagés (ce qui équivaut à une réduction de 40 %).
- suppression de 50 % des crédits de certains postes du budget de fonctionnement.

Ce traitement risque de se prolonger en 1970 puisqu'il est prévu une réduction (par rapport à 1969) de 50 % du budget d'équipement, de 20 à 25 % du budget de fonctionnement, de 2,5 % de la masse salariale.

## Conséquences

1. On ne peut les prévoir toutes, ni en particulier mesurer les effets indirects sur le développement de l'agriculture : c'est pourtant dans ce domaine que l'impact sera le plus dramatique. Ce n'est un secret pour personne que la recherche agricole en France a déjà un certain handicap par rapport à l'Allemagne, et aux Pays Bas, et à la Grande Bretagne, sans parler des Etats-Unis.

2. Ce qu'on peut imaginer c'est l'arrêt ou la mise en sommeil de certains programmes de recherche, en général les plus nouveaux : la recherche agronomique va ronronner, ce qui sera une bonne occasion de la fustiger plus tard... Ce

exemple qu'une firme comme Unilever emploie dans ses services de recherche plus de personnel que l'I.N.R.A. tout entier : 7.500 personnes, dont 900 scientifiques !). Sans méconnaître la qualité des travaux des chercheurs « privés », il faut attirer l'attention sur le fait que la science ici est à la remorque d'objectif de firme (c'est-à-dire finalement le profit maximum pour la firme) ; et que les résultats sont diffusés à petite dose, aux seuls agriculteurs liés à la société...

## Un mauvais coup

En conclusion on ne comprend pas très bien les motifs qui ont poussé les pouvoirs publics à ce mauvais coup contre la Recherche Agronomique.

S'agissait-il de faire des économies ? Mais l'I.N.R.A. n'est pas un grand dévoreur de capitaux, et on ne fait pas des économies de bout de chandelle sur des choses vitales. Peut-être a-t-on fait le calcul lâche qu'une ponction sur un organisme employant peu de personnel, dispersé entre plusieurs établissements, ne présentait pas de risques sociaux ? Ce serait la preuve de l'affolement du Pouvoir.

Ou alors il s'agit bien de détruire la Recherche Publique désintéressée (ce dernier mot doit écorcher la langue de la plupart de nos dirigeants « compétitifs » !).

L'I.N.R.A. n'est pas disposé à se laisser faire. Une journée nationale d'action a été organisée le 11 septembre par ses syndicats (C.G.T. - C.F.D.T.). Une campagne d'information auprès de l'opinion est lancée. Il faut que les travailleurs comprennent qu'à travers l'I.N.R.A., ce qui est en danger, c'est une conception du service public et qu'en ce sens cette lutte est politique.

(\*) Institut National de la Recherche Agronomique.



Collombert



Elie Kagan

## Fermement et calmement résolu

Jacques Ferlus

Devant leurs grosses « B.B. » bien rangées et silencieuses comme des modèles réduits, les roulants jouent aux boules.

Cn plaisante, on rit, la grève ressemble à une fête. En tout cas c'est bien plus reposant que de conduire une « loco ». La partie est animée et le joueur s'interrompt pour écouter la radio qui diffuse les propos alarmants d'un Premier Ministre rassurant ces amis : « ...Le gouvernement est résolu, fermement, mais calmement à faire appliquer la loi... ». Le joueur a lancé sa boule qui vient frapper celle qu'il visait. « Adieu Chaban » laisse-t-il tomber en commentaire. Et la partie continue.

### Des êtres socialement à part

Ils sont là une vingtaine et c'est impressionnant. D'abord parce que des travailleurs en grève ont toujours un air de supériorité qu'ils méritent bien et aussi parce que une légende entoure ceux qui conduisent les trains. Il existe sur eux tant de récits et de films qu'on s'attend toujours à les voir descendre de leurs engins habillés en Zorro ou en Robin des Bois. Il n'en est heureusement rien dans la réalité. Le « roulant » n'est pour rien dans sa légende, il espère pour le moins avoir une influence sur la vie réelle qui est loin d'être drôle.

« Il y a 30 ans mon père était déjà sur une loco entre Paris et Cherbourg. Mis à part qu'à cette

époque il avait la gueule toute noire et que moi je peux me balader en blouse blanche, rien n'a changé. Mon père je l'admira.

Je l'enviais de partir sur sa loco à la découverte d'autre chose que les murs noircis des cités de cheminots. Aujourd'hui, mes mômes me considèrent comme un pauvre mec qui ne voit jamais la télé ; qui ne rentre à la maison que pour dormir, qu'il ne faut jamais déranger, qui, comme Pompidou ne tient pas ce qu'il promet. D'accord j'aime beaucoup mon métier, mais j'en ai marre d'être un type socialement à part. »

Voilà en peu de mots le fond de ce conflit : il s'agit de changer plus que d'améliorer les conditions de travail des roulants. C'est un problème difficile à résoudre, car cette catégorie de cheminots refuse que la solution soit repoussée par une petite, voire une substantielle augmentation de salaire. Les grévistes demandent la suppression de « l'amplitude », c'est-à-dire qu'ils exigent que les temps d'inactivité soient considérés comme temps de travail. Ils demandent aussi des temps de repos plus longs. Tout cela coûte cher, c'est vrai et ça tombe plutôt mal. Mais nous ne sommes plus à l'époque des pionniers du rail et toute revendication pour une amélioration des conditions de travail est juste.

Lorsqu'un train arrive à destination, il ne se trouve plus un voyageur pour aller serrer la main du conducteur. Cet homme en blouse propre et en cravate n'a appa-

remment plus rien de comparable à son ancêtre du temps de la vapeur. Pourtant conduire une loco de nos jours est encore plus pénible. Une enquête médicale et clandestine réalisée en 1966 par la C.G.T. fit à l'époque un grand bruit. Les médecins y dénonçaient l'inconfort des cabines, leur manque d'insonorisation et de climatisation qui avaient les plus graves conséquences sur l'état nerveux des agents de conduite et qui provoquaient de graves accidents de vertèbres. La même enquête concluait à un manque évident de sommeil pour les agents, ce qui pouvait avoir des répercussions pour la sécurité.

« Dans le boulot nous sommes constamment sur les nerfs. Il faut toujours te méfier du fameux « mouchard » qui porte bien son nom. Tu dois noter tous les signaux sur la voie, il y en a un tous les 1.500 mètres, à 150 à l'heure tu as tout juste le temps. Tu parles d'un boulot, surtout que le plus souvent tu es seul sur la loco. Ton copain c'est la veille automatique, pour discuter du tiercé c'est pas idéal... »

Grâce à la modernisation du réseau, la S.N.C.F. fait des progrès. En 30 ans la productivité du travail des roulants a augmenté de 132 %. Ce n'est pas rien.

« Quand on parle de progrès, ça me fait rigoler, dit un ancien.

Ma condition à moi elle ne s'est pas améliorée de 132 %. Je ne comprends pas pourquoi on a tant attendu avant de se fâcher... »

« Si le conflit n'a éclaté que maintenant c'est qu'il ne pouvait pas éclater plus tôt, déclare philosophiquement le délégué syndical. A mon avis si nous en sommes là c'est pour deux raisons. D'une part depuis juin 1968 il y a une grande conscience des problèmes chez les copains. A partir du moment où le salaire est honnête les gars réalisent que les augmentations ne sont pas une réponse totalement valable. Depuis le mois de novembre dernier il y a des discussions avec la direction. Sur nos locos nous sommes habitués à prendre nos décisions très vite, alors un an de discussions pour rien c'est un peu trop long. Il n'y a rien de tel qu'une bonne grève pour secouer les puces des patrons. Ce qui a certainement accéléré notre mouvement c'est la menace du nouveau statut de la S.N.C.F. Il n'est pas entièrement négatif mais quand on apprend qu'il faudra faire rouler plus de trains avec moins de personnel, il y a de quoi avoir peur. C'est dangereux pour nous, pour tous les cheminots et pour tous les usagers. Pour tout le monde, quoi... »

### Depuis le temps qu'on me demande de redresser la France...

Dans les gares et les dépôts sans vie, sans bruit, il n'y a pas que des roulants. On y rencontre tous les autres agents réduits à l'inactivité par la grève. Alors on parle. « Il faut que les « roulants » réussissent, c'est important pour tout le monde. Nous avons des conditions de travail qui sont souvent aussi mauvaises que les leurs un dimanche sur sept à la maison. La suppression de l'amplitude c'est également valable pour ceux qui travaillent dans les petites gares, les gardes-barrières et bien d'autres. C'est pour ça que nous ne laisserons pas tomber les « roulants » si leur mouvement échoue. S'ils réussissent ça va sûrement mobiliser toutes les autres catégories de cheminots. »

Mais il y a aussi les sceptiques. Ceux qui, parce qu'ils sont chez eux le soir, regardent le journal télévisé et se laissent prendre à la propagande pour le plan de redressement. Heureusement que sur les lieux de travail il se trouve toujours quelqu'un pour leur répondre : « Depuis le temps qu'on me demande de redresser la France, je commence à avoir mal aux épaules. Alors je laisse tomber. Leur plan de redressement, j'en ai rien à faire, d'autant plus que si je tombe ce ne sera pas de bien haut... »

En attendant que soit résolu ce délicat problème de démobilisation nationale la grève continue, les parties de boules aussi. La détermination des « roulants » va sans cesse en augmentant, le mécontentement des autres cheminots aussi. Quant à M. Chaban-Delmas on sait qu'il est toujours calmement et fermement résolu..., les « roulants » aussi. □

# La guerre de M. Séguéy

Philippe Guyot

C'est vraiment un spectacle prodigieux que la C.G.T. réserve à ses militants à chaque début d'année sociale sous forme d'une assemblée désormais traditionnelle. On a beau être prévenu, on ne peut se défendre de quelque admiration devant ce rituel si bien ordonné que de la vente d'« Antoinette » à la perception des cotisations, du message final adressé « à nos frères vietnamiens » aux salves crépitantes saluant l'action des roulants en grève, tout paraît se dérouler suivant un schéma immuable. Il n'y a pas jusqu'à l'entrée du leader, aujourd'hui Georges Seguy, qui ne soit entourée d'une « atmosphère », au sens où l'entendent les gens du spectacle. On a beau — et ce fut notre cas — avoir connu Georges Séguéy sous un autre jour, loin de la présence de la masse populaire qui lui sert de support, on reste confondu devant une telle « composition », toujours au sens des gens de spectacle, faite de bonhomie souriante, de paternalisme attentif mais aussi de rigueur menaçante envers l'ennemi extérieur. Bref, tout semblait se présenter sous d'heureux auspices, ce samedi matin à la Mutualité.

### Des volontés bellicistes ?

Mais, pourquoi a-t-il fallu que le rentrant prenne quelques libertés avec son texte ? Oh ! certes, peu de choses ! Quelques intonations, des membres de phrases... Mais cela a suffi pour que les commentateurs politiques patentés se jettent sur ce discours pour y discerner les volontés bellicistes de l'état-major communiste et de l'avant-garde ouvrière réunis !

Et Georges Seguy de répondre à longueur de colonnes et de guerre des ondes bien orchestrée. Certes, il a dit que « le moment est venu de parler haut et net » mais cette phrase — et c'est exact — faisait suite à cette autre : « Nous aurons fait tout ce que nous aurons pu pour aboutir par la voie de la négociation ; sinon, il restera l'action. » Certes, il a parlé du « vaste mouvement général qui vaincra » mais c'était — et c'est exact — après avoir rappelé que la tâche du moment, pour les militants de la C.G.T. était de coordonner les luttes à la base et de « permettre, le moment venu, l'avancée des luttes ».

Alors ? Beaucoup de bruit pour rien ? Que non pas ! Beaucoup de bruit pour rappeler à l'inquiet Chaban-Delmas qu'il existe une force inentamée sur laquelle la

C.G.T. pèse d'un poids considérable n'importe quoi ! Beaucoup de bruit pour rappeler à l'illusionniste Georges Pompidou qu'« on ne ruse pas, on ne marchand pas avec la C.G.T. ».

### L'organisation syndicale de la continuité

Le vrai problème ? Georges Seguy ne l'a pas caché. Et comment les commentateurs ne l'ont-ils pas perçu ? « Le plan de redressement suppose que le gouvernement gagne du temps, que les syndicats renoncent à réclamer le rattrapage des salaires, qu'il ne soit pas fait de constat du pouvoir d'achat en cette rentrée. Les engagements de Grenelle n'ont pas été tenus. »

« Il faut qu'une nouvelle progression du pouvoir d'achat vienne annuler la hausse des prix, qu'une

échelle mobile fondée sur deux critères l'augmentation du revenu national et la prévision des prix, garantisse la parité des facteurs. Grenelle n'a pas été tenu. »

« La fiscalité doit être réformée de telle façon que les catégories défavorisées et l'ensemble des travailleurs ne soient pas les victimes de la politique économique du pouvoir. Les engagements de Grenelle n'ont pas été tenus. »

« La loi sur les droits syndicaux a été singulièrement altérée par rapport aux accords de Grenelle. De plus, elle est quotidiennement violée et nous suggérons au Premier Ministre de faire preuve de la même fermeté vis à vis des patrons que des travailleurs dans le respect de la loi. Enfin, la C.G.T. est toujours victime d'une discrimination que MM. Pompidou, Couve de Murville, Schumann s'étaient engagés à faire cesser. Là encore, les engagements n'ont pas été tenus. Nous exigeons ce qui nous est dû. »

« Nous sommes l'organisation syndicale de la continuité », a affirmé Georges Seguy. C'est-à-dire que la C.G.T. ne récuse pas la concertation permanente proposée, mais à condition que le partenaire ne cherche pas à tricher. Allons, Jean Ferniot, il n'y a rien de belliciste là-dedans, tout au plus un échange de balles...



Elie Kagan

## LE STAND Gestetner DU SICOB sur votre bureau

De nombreux responsables d'entreprises et de l'administration profitent chaque année du Sicob pour faire connaissance, au stand Gestetner, avec les derniers perfectionnements de la duplication stencil et offset. Même si vous ne pouvez pas venir, vous connaîtrez les progrès que Gestetner apporte à votre dynamique de communication : simplicité, rapidité, qualité des tirages, établissement aisé des stencils ou plaques. En effet, Gestetner vous propose sa documentation "SICOB 1969" où vous trouverez d'intéressantes précisions sur les méthodes, les matériels, les résultats.

Au Sicob (Stands 2.200 et 2.201 - Niveau 2 - Zone B) Gestetner reçoit "l'homme qui décide en matière de multicoopie". Initiation-éclair à l'offset, et débats entre managers. Tous renseignements auprès de Mme NYS - GESTETNER - Service 969 - 71, rue Camille-Groult - 94-VITRY - Tél. : 672.47.85.

PARIS XII<sup>e</sup> - Part. à part. - Pavillon R.C. + 2 étages - Surface 210 m<sup>2</sup> - 2 grands livings - 4 ch. - Grande cuisine aménagée - Terrasse - Garage - Tél. - S. de bains. Sacrifié cause départ. Ecrire « Tribune Socialiste ».

# Les catégories socio-professionnelles en France

Fruit du dernier recensement, la répartition de la population française en catégories socio-professionnelles est publiée dans le numéro de septembre d'« Economie et statistique ».

Sans doute la classification opérée par l'I.N.S.E.E. n'obéit-elle pas aux critères de l'analyse marxiste. On verra, par exemple, que les agriculteurs exploitants sont comptabilisés en bloc, sans distinction

entre les gros propriétaires employant des salariés et les petits exploitants individuels.

Il nous a toutefois paru intéressant de publier ces chiffres, indispensables à toute réflexion sérieuse sur les « classes sociales » en France.

**Liste des groupes et catégories socio-professionnelles** (population, en milliers, au recensement de 1968) :

**Liste des groupes et catégories socio-professionnelles** (population, en milliers, au recensement de 1968) :

1 Agriculteurs exploitants : 2.460.	— Ouvrières spécialisées ..... 2.706
2 Salariés agricoles : 588.	— Mineurs ..... 144
3 Patrons de l'industrie et du commerce : 1.962.	— Marins et pêcheurs .. 44
— industriels ..... 79	— Apprentis ouvriers .. 262
— artisans ..... 623	— Manœuvres ..... 1.575
— patrons pêcheurs .. 18	8 Personnels de service : 1.171.
— gros commerçants .. 214	— Gens de maison .... 284
— petits commerçants .. 1.028	— Femmes de ménage. 231
4 Professions libérales et cadres supérieurs : 993.	— Autres personnels de service ..... 656
— professions libérales .. 143	9 Autre catégories : 523.
— professeurs, professions littéraires et scientifiques ..... 209	— Artistes ..... 52
— ingénieurs ..... 190	— Clergé ..... 132
— cadres administratifs supérieurs ..... 451	— Armée et police .... 339
5 cadres moyens : 2.014.	Total population active : 20.439.
— instituteurs, professions intellectuelles diverses 565	10 Personnes non actives : 29.316.
— services médicaux et sociaux ..... 176	— Etudiants et élèves .. 1.729
— Techniciens ..... 534	— Militaires du contingent ..... 243
— cadres administratifs moyens ..... 739	— Anciens agriculteurs . 1.052
6 Employés : 3.030.	— Retirés des affaires .. 497
— employés de bureau . 2.410	— Retraités du secteur public ..... 1.213
— employés de commerce ..... 620	— Anciens salariés du privé ..... 2.187
7 Ouvrières : 7.698.	— Moins de 17 ans .... 13.157
— Contremaitres ..... 360	— Divers de 17 à 64 ans 7.262
— Ouvrières qualifiées. 2.607	— Divers de 65 ans et plus ..... 1.976
	Population totale : 49.755.

La lecture de ce tableau appelle quelques explications sur la manière dont a été établie la classification.

Schématiquement, elle est fondée sur deux nomenclatures de base (celle des métiers et activités industrielles qui classe les personnes actives selon leur profession, et celles des activités économiques qui classe chaque personne selon l'activité de l'établissement dans lequel elle travaille), enrichies de la notion de « statut » dans la profession.

3 - Il faut préciser que par « patrons de l'industrie et du commerce » il faut entendre, non seulement les employeurs, mais l'ensemble des personnes à leur compte, à l'exception de quelques métiers artisanaux classés en

« autres personnels de service », tels que les chauffeurs de taxi.

La limite entre industriel et artisan est située entre 5 et 6 salariés. Celle entre gros commerçants et petits commerçants est située entre 2 et 3 salariés.

4 - Le groupe « professions libérales et cadres supérieurs » inclut salariés et non salariés, le caractère commun étant ici surtout le degré d'instruction.

5 - La catégorie « cadre moyen » englobe également des salariés n'exerçant pas des fonctions d'encadrement et certaines personnes à leur compte. L'essentiel est constitué par le groupe « instituteurs » auquel sont rattachées des professions intellectuelles telles que maître d'internat, journaliste, traduc-

teur, correcteur d'imprimerie, dessinateur publicitaire.

7 - Les apprentis ouvriers ne comprennent que les personnes apprenant un métier d'ouvrier qualifié.

8 - Les gens de maison se distinguent des femmes de ménage par le fait qu'ils n'ont qu'un employeur et sont logés chez lui. Les

femmes de ménage d'entreprises et d'administration sont classées dans les manœuvres. Les « autres personnels de service » comprennent, par exemple, les chauffeurs de taxi, les garçons de café, les hôtesses, les ouvreuses, les garçons coiffeurs, les nourrices, etc.

J. G.



Collombert

## Spada : un échec de la solidarité ouvrière

Michel Camouis

Dans son projet d'intégration « loyale » des syndicats, le gouvernement risque d'avoir fort à faire avec une fraction de sa propre base, le patronat autoritaire et archaïque. Tel celui de SPADA, la plus grosse entreprise de construction et de travaux publics de Nice (600 travailleurs).

De tout temps, la direction de cette entreprise pratiquait, avec l'appui d'un syndicat « maison » une politique paternaliste étouffante... et efficace. Et si les travailleurs recevaient des salaires relativement élevés pour la région, c'était au prix de nombreuses heures supplémentaires (60 heures de travail par semaine).

Or, à la mi-juin, le patron décide de réorganiser le travail sur le chantier du Var : désormais les ouvriers travailleront 9 heures par jour au lieu de 10. Les travailleurs exigent alors le maintien de leurs salaires. Le patron ignore leur revendication. Le 1<sup>er</sup> juillet, la section C.G.T. qui s'est créée en juin 1968 déclenche la grève sur le chantier. Le lendemain, les deux délégués du personnel responsables de cette action sont licenciés, et le patron fait approuver ce licenciement par le comité d'entreprise, avec l'aide du syndicat « autonome ». En réponse, la section C.G.T. généralise la grève à toute l'entreprise.

Soixante-dix pour cent des travailleurs suivent la consigne. Ils défilent en ville, banderoles en tête, et informent la population en distribuant des tracts. Des entreprises se rendent au Ministère du Travail, prises débrayent par solidarité. Une délégué on lui prodigue de bonnes paroles.

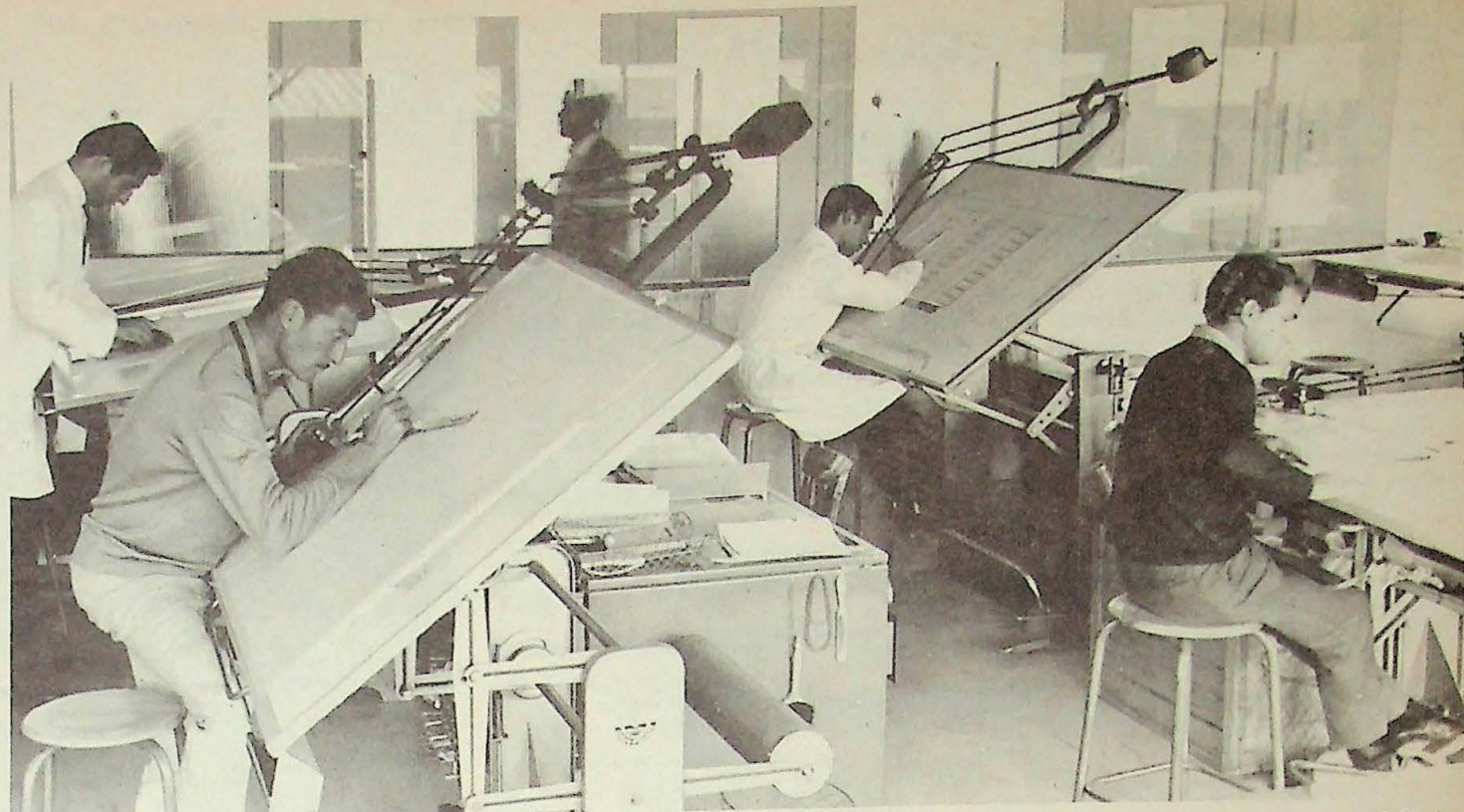
Mais le patron ne cède pas. Les travailleurs les plus qualifiés n'ayant pas suivi la grève, l'entreprise continue à tourner. De plus, sur la base d'un contrat d'assistance mutuelle qu'ont signé les patrons des travaux publics, les camions d'autres entreprises dépannent les chantiers. Au bout de 15 jours de lutte, les grévistes reprennent le travail. Sans avoir rien obtenu. Les deux délégués restent licenciés.

C'est que la solidarité ouvrière n'a pas joué à plein. Si l'U.D.-C.G.T. s'est montrée combative, elle a tout de même contribué à renforcer l'illusion que l'intervention gouvernementale amènerait une issue positive des négociations menées à Paris. Quant à la C.F.D.T., si des sections d'entreprises ont manifesté leur solidarité, l'U.D., incertaine des objectifs profonds de la C.G.T., ne s'est guère engagé.

Or, face à la solidarité patronale dans les actions anti-syndicales, anti-grèves, anti-ouvrières, il n'est d'autre réponse qu'une coordination accrue des actions syndicales et militantes.

Nous publions dans ces pages deux études, l'une portant sur les mutations qui se produisent dans le rôle et la fonction de l'Etat, l'autre résumant des analyses effectuées par les services officiels sur les mécanismes d'implantation des entreprises en France. Nous pensons que ces deux réflexions permettront aux militants une approche plus scientifique des données actuelles de la lutte sociale.

T.S.



Collombert

## Où sont les centres de décision ?

Jacqueline Giraud

Analysant la crise de mai 1968, Henri Lefebvre (1) a pu parler du « vide politique », de ce hiatus qui, dans le régime actuel, sépare totalement le citoyen des instances où se prennent toutes les décisions qui concernent sa vie quotidienne.

De la même manière, en cette phrase de concentration et de développement du capitalisme financier, les lieux de production sont de plus en plus dissociés des centres de décision. C'est ce qui ressort nettement, chiffres à l'appui, de l'enquête de M. Jean Ancé que publie dans son numéro de septembre la revue de l'I.N.S.E.E. « Economie et statistique ». Encore se fonde-t-elle sur le recensement industriel de 1963, et l'on peut affirmer que, depuis, le mouvement s'est amplifié. Mais à cette date déjà, 50 % de la main-d'œuvre industrielle (soit 3.300.000 salariés) travaillaient dans une entreprise composée d'au moins 2 établissements distincts géographiquement. Et parmi ces entreprises à établissements multiples, 80 % ont des établissements situés dans des régions différentes (d'après le découpage des 21 régions de programme).

### A l'est d'une ligne Cherbourg-Marseille

Toutefois leur répartition fait apparaître l'existence de deux zones séparées approximativement par une ligne Cherbourg-Marseille : le nombre de salariés employés dans des entreprises multi-régionales est nettement plus important dans le Nord-Est que dans le Sud-

Ouest, ce qui recouvre d'ailleurs l'importance économique de ces régions.

Or, si l'on excepte la région parisienne, on constate que 56 % des salariés de ces entreprises travaillent dans des établissements dépendants de sièges sociaux situés hors de la région. Et si l'on inclut les salariés de la région parisienne, on constate que 64 % des travailleurs d'entreprises multi-régionales dépendent de sièges sociaux situés dans la région parisienne. Plus ou moins forte, cette dépendance s'exerce sur toutes les provinces. En fait, les entreprises parisiennes exercent leur influence sur une proportion allant de 10 à 40 % des effectifs industriels globaux des diverses régions.

Inversement, les établissements de la région parisienne dépendant de sièges sociaux situés en province ne représentent que 2 % de l'emploi de la région parisienne.

### Entreprises et sièges sociaux

A côté de cette forte tutelle exercée sur l'industrie provinciale par des directions installées dans la région parisienne, l'enquête fait également ressortir la domination secondaire exercée par quelques régions : en tête vient la région Rhône-Alpes, suivie de l'Alsace-Lorraine, le Nord, la Franche-Comté et l'Auvergne. Mais on aura une idée de la disproportion entre les deux « dominations » quand on saura que les entreprises de la région Rhône-Alpes emploient 17.600 personnes dans des établissements situés dans d'autres régions, alors

que les entreprises parisiennes étendent leur influence sur 1.146.000 salariés provinciaux (les salariés industriels de la région parisienne représentant, eux, près de 2 millions).

Telle est la réalité, qui s'oppose à tous les beaux projets d'aménagements du territoire, de décentralisation et de « participation ». Encore l'enquête souffre-t-elle du manque de statistiques concernant les groupes financiers et leur influence sur les diverses régions françaises. Or si le siège social d'une entreprise prend les décisions courantes de fonctionnement et de politique à court terme, c'est généralement le groupe financier qui prend les décisions relatives aux investissements importants et aux nouvelles implantations.

Au plan de l'entreprise comme à celui de l'Etat, et quelles que soient les « bonnes intentions » gouvernementales de permettre à chaque travailleur « d'être pleinement associé à sa propre collectivité de travail » (M. Chaban-Delmas à Amboise), la réalité c'est que les vrais centres de décision sont de plus en plus étrangers à ces « collectivités de travail ».

### Répartition des effectifs salariés de l'industrie (au début de 1963).

Etablissements uniques de moins de 10 salariés : 615.900.

Etablissements uniques de plus de 10 salariés : 2.726.200.

Entreprises à établissements multiples : 3.344.100.

(1) M. Lefebvre. *L'irruption de Nanterre au sommet.*



# La crise de l'Etat bourgeois

Jacques Malterre

Au moment où le nouveau régime gaulliste s'installait en France, le P.S.U. en avait donné une explication non pas en fonction des événements de mai 1958 et de la crise algérienne, mais par rapport aux besoins politiques du capitalisme français arrivé à une étape de son développement.

Le gaullisme liquidé — car c'est bien d'une liquidation qu'il s'agit — et remplacé par une néo-V<sup>e</sup> République, il nous faut comprendre ce que signifie ce changement d'équipe voulu par les milieux dirigeants de la bourgeoisie française.

## Délégué au contrôle économique

Cette analyse, le P.S.U. va la faire dans les mois qui viennent. Je propose seulement ici une première réflexion pour contribuer à la recherche générale.

Cette réflexion part d'une constatation simple : tous les gouvernements gestionnaires de l'Europe capitaliste sont en question : Wilson perd chaque jour du terrain, la coalition des deux grands partis allemands n'a pu préserver sa solidarité devant les élections générales, le pouvoir d'Etat italien va de crise ministérielle en crise ministérielle, l'unité de l'Etat belge est de plus en plus menacée.

Cette simultanéité n'est pas le fruit du hasard ; elle révèle une crise profonde qui porte sur le rôle et les fonctions de l'Etat dans les régimes capitalistes alors que l'internationalisation des relations économiques a fait des progrès décisifs.

Deux aspects dominent cette crise qui correspondent à deux questions majeures :

— Peut-il y avoir encore des Etats nationaux lorsqu'il y a unification économique et domination progressive de centres de décision économique supranationaux ?

— L'Etat national peut-il subsister mais en admettant que les forces réelles — capitalistes — lui assignent d'autres fonctions ?

Nous constatons en effet que depuis la naissance des Etats bourgeois à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, leurs fonctions fondamentales ont beaucoup changé et à cet égard une page est sans doute en train d'être tournée.

Depuis 1945, après la grande crise et la deuxième guerre, le capitalisme était affaibli, incertain de ses possibilités, contesté par les masses ; l'Etat bourgeois a été, en quelque sorte, délégué au « contrôle » économique supérieur. La pression des masses exigeant le plein emploi, et la croissance le poussaient dans le même sens. On peut dire que pendant 20 ans les fonctions économiques de l'Etat auront primé toutes les autres : assurer une croissance assez rapide, éviter le retour des crises, financer directement une partie des investissements peu rentables (équipements, secteurs « lourds », logement, secteurs de pointe), régulariser la consommation, entretenir le potentiel humain des travailleurs (Sécurité sociale), promouvoir la productivité, l'organisation, les concentrations ; relayer dans certaines de leurs fonctions les patronats défaillants (cf. les « réformes » de Wilson, le capitalisme d'Etat à l'italienne, la planification à la française) ; telles ont été, au cours de cette période, les tâches de l'Etat ; tâches si essentielles pour le capitalisme qu'il pouvait admettre une limitation de ses prérogatives et notamment qu'il pouvait « autoriser » l'Etat à freiner la « capitalisation » de toute l'économie pour sauvegarder des classes moyennes, bases politiques du régime.

## La reconquête du capitalisme

Mais l'Etat, pour avoir trop bien réussi — grâce à des équipes politico-administratives intelligentes — provoque maintenant un retournement qui joue contre lui.

D'une part les groupes industriels et financiers, très faibles il y a 15 ans face au puissant secteur public, ont pris maintenant une telle force, disposent de telles réserves, jouent sur des activités si diversifiées et des marchés si vastes qu'ils peuvent désormais se passer largement de l'Etat et lui tenir la dragée haute si celui-ci exprime des conceptions divergentes par rapport aux leurs.

D'autre part la vie des affaires s'est internationalisée au point qu'aucun Etat de l'Europe occidentale ne peut plus prétendre définir des objectifs nationaux dont il se porterait garant.



Collombert

Aujourd'hui les secteurs dynamiques du capitalisme entendent assumer seuls les fonctions économiques essentielles : salaires, prix, investissements et même recherche et formation ; l'Etat doit seulement les aider à réaliser leurs objectifs.

Mais cela ne signifie pas le déclin de l'Etat car dans le même temps, si le capitalisme peut assurer par lui-même le développement, il ne peut pas, il peut moins encore qu'auparavant assurer l'« ordre social ». La croissance elle-même bouscule les situations acquises, menace les classes moyennes traditionnelles, éveille dans la classe ouvrière un sentiment croissant de frustration et même d'anxiété.

## Chaban chargé du social

C'est au même moment que chaque groupe social sent menacée sa place dans la société bourgeoise et que les organisations syndicales les plus intégrées sont débordées : l'extension des grèves sauvages en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Italie montre assez que le « statu quo » pour la situation de la classe ouvrière n'est plus accepté malgré la sagesse des directions syndicales.

Dès lors le capitalisme est à tout moment menacé par l'explosion de nouvelles formes de luttes de classes avec les classes moyennes comme avec la classe ouvrière ; or il ne saurait se battre sur deux fronts ; il se retourne vers ses représentants politiques conservateurs ou sociaux-démocrates, peu importe, et attend d'eux qu'ils trouvent rapidement des solutions pour écarter la menace, et préserver l'essentiel de son rôle dominant et des privilèges qui y sont attachés.

A la réunion de la D.P.N. élargie d'août, je disais que la fonction de l'Etat allait être, dans les

prochaines années, plus sociale qu'économique ; M. Chaban Delmas à Amboise est venu confirmer ce pronostic en expliquant que « le mauvais fonctionnement de notre société économique, l'insuffisance de ses performances tiennent en partie à l'atonie (sic) des relations professionnelles et à la situation faite aux travailleurs dans l'entreprise ; c'est donc dans ce domaine que mon gouvernement va, avec le concours des organisations professionnelles et syndicales, envisager toutes les possibilités permettant à chaque travailleur d'être pleinement associé à sa propre collectivité de travail ». On ne saurait être plus clair : chaque travailleur intégré dans des collectivités de travail avec la bénédiction des syndicats ! Voilà un projet social qui ne peut que recevoir l'approbation des grands patrons du régime.

## Il faudra bien engager la véritable discussion

Mais dans sa crudité le propos révèle à la fois l'inquiétude profonde de nos dirigeants devant la montée de nouvelles forces révolutionnaires, la mission nouvelle assignée à l'Etat et la nécessité — car la répression pure est impossible — pour la mener à bien d'engager la discussion avec les syndicats sur le problème central : la place des travailleurs dans l'entreprise. C'est dire aussi que jamais — malgré certaines apparences — la force des travailleurs organisée n'a été aussi grande puisque finalement rien ne peut être fait sans eux. Mais la première question qu'ils ont à poser est celle du pouvoir dans l'entreprise et indissolublement associé à cette question, vient aussitôt la question fondamentale du pouvoir dans l'Etat. □



A.F.P.

## Luttes universitaires

# Chaptal - un bilan

Albert Rousselles

Premières pulsations de l'avenir ! Derniers soubresauts d'un passé condamné ! De mai 68 à septembre 69 une « longue marche » tendue !

### Début 1968 : La bonasse avant la tempête

A 200 mètres de la gare Saint-Lazare, une vieille bâtisse close sur un vieux système d'éducation : Lycée Chaptal. Trois corps de bâtiments remplis sur trois cours carrées. Trois cours de prison. Trois collèges pour 600 élèves chacun : 600 élèves de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>, 600 de la 2<sup>e</sup> aux classes terminales, 600 dans les classes préparatoires aux grandes écoles où le « capital » sélectionne précautionneusement ses grands commis.

Des élèves sages, dociles, polis, « bien élevés » ? 130 enseignants bien tranquilles ! 27 syndiqués au S.N.E.S. qui a du mal à trouver des responsables syndicaux. 10 syndiqués au S.G.E.N. (rattaché à la C.F.D.T.). Quel que soit leur ordre du jour, les réunions syndicales réunissent à peine 4 ou 5 militants. On se syndique pour obtenir plus facilement un poste plus intéressant ou une « promotion ». Apparente homogénéité ; ronron médiocre.

### Mai 1968 : L'orage libérateur

Foisonnement passionné des commissions d'étude et de discussion — on fait éclater les carcans napoléoniens — on va au fond des problèmes d'enseignement mais aussi de structure sociale et politique — on légifère avec une frénésie libertaire.

Pour la première fois on « communique » totalement et sincèrement entre individus mais aussi entre groupes ; ces groupes (enseignants, agents, surveillants, élèves) apprennent à se connaître, à se reconnaître sur le plan de la dignité, de la solidarité et de l'égalité. Le comité de grève où ces quatre catégories se-

ront représentées également traduira cela dans les faits.

On organisera des rencontres avec les élèves et les professeurs des lycées voisins, avec certaines usines aussi pour confronter les expériences, coordonner les luttes et compenser une grave lacune de l'organisation syndicale (il y a là une bataille décisive à mener dans la F.E.N., sur le plan des structures).

### Rentrée 1968 : La bataille de la « participation »

Le « Faurisme » sévit chez les enseignants. On admire l'intelligence et le courage d'Edgar Faure. On a l'illusion qu'il va réaliser certains des rêves de mai, on pense qu'après l'échec électoral de la gauche il ne reste plus qu'à mener une bataille défensive aux côtés de Faure. Le P.C. choisit de jouer à fond le jeu de la participation en particulier dans les conseils d'administration des lycées (C.A.). Seuls quelques rares militants du P.S.U. et de Rouge dénoncent le piège et l'illusion que les C.A. pourront amener des réformes concrètes. Ils sont alors très isolés et mènent une bataille pour qui, feraient contrepoids à cet aéroplane de « notables », bataille gagnée de façon quelque peu ambiguë.

Les discussions dans le S.N.E.S. sont animées, houleuses parfois. Peu à peu les militants P.S.U. entourés d'un fort noyau de sympathisants s'imposent et prendront la direction de la section. Le P.C. dit que notre aventurisme va violer la section ; pour lui le syndicat ne peut rester un syndicat de masses que si ses positions sont modérées, raisonnables. Or notre expérience concrète à Chaptal montre qu'il a totalement tort car les controverses passionnées ont amené assez régulièrement 40 personnes aux réunions ; et les adhérents ont passé de 27 à 70. Les décisions nettes et prises démocratiquement après discussions

approfondies sur les problèmes où nous avons de profondes divergences ne nous ont pas affaiblis, bien au contraire et les affreux « gauchistes » que nous sommes ont fini par avoir 40 voix sur 52 votants pour le congrès académique. Et dans les premiers mois de 1969 nous avons obtenu par 40 voix contre 1 que le S.N.E.S. et le S.G.E.N. se retirent du conseil d'administration. Retrait et non démission pour ne pas provoquer d'autres élections et laisser les places à la réaction. Pourquoi ce revirement de la section syndicale ?

Parce que les réunions se multipliaient pour préparer les séances du C.A. et ce travail ne débouchait sur rien — soit que le C.A. repousse les propositions syndicales car les forces de gauche sont loin d'y avoir la majorité, soit qu'il en fasse de simples vœux pieux irréalisables faute de crédits ou faute de salles, soit qu'elles soient bloquées par l'inertie de l'administration ou l'individualisme forcené de certains enseignants.

Rien ne fut obtenu grâce au C.A. ni sur le plan de la rénovation pédagogique, ni sur le plan matériel car il ne put que cautionner ou critiquer le budget, pas le modifier.

Ce n'est pas grâce au C.A., c'est par leur action que les élèves arrachèrent le droit de se réunir dans une salle, d'avoir des panneaux d'affichage...

Le C.A. ne permit pas de défendre les élèves menacés d'exclusion pour leurs activités politiques ; au contraire c'est sa commission permanente qui décida l'exclusion de Richard Deshayes, militant du C.A.L., dont l'administration hésitait à endosser seule la responsabilité.

Certains de nos élus refusaient de se considérer comme les mandataires du syndicat et même de lui rendre des comptes ; ils se considéraient comme les élus de tout le personnel y compris les éléments gaullistes ou fascistes et devenaient un groupe de « notables » étroitement solidaires de l'administration, décidés à briser le « gauchisme ».

Après notre retrait la section syndicale retrouva tout son poids puisque chaque problème grave fut résolu au

cours de discussions officieuses entre son bureau et le proviseur. Le rapport des forces lui était redevenu favorable puisqu'elle représentait la majorité dynamique du personnel et parce qu'elle avait su conserver le contact avec le C.A.L. (et l'U.N.C.A.L.). Ainsi fut résolu par une assemblée des élèves internes, des professeurs, des surveillants et de l'administration un conflit grave entre les internes et un surveillant général.

Nous sommes arrivés à obtenir ce retrait parce que, contrairement à certains de nos camarades trotskystes, nous nous sommes refusés à rejeter dans les ténèbres réactionnaires ou révisionnistes ceux de nos collègues qui n'avaient pas encore pris conscience du piège de la participation ; nous nous sommes refusés à les traiter avec mépris du haut de nos certitudes dogmatiques ; nous avons expliqué concrètement, à travers chaque problème. Dans le Midi le rectorat expulsait de son C.A. notre collègue Borderon et démontrait ainsi que l'article 15 n'est pas une menace théorique et abstraite, mais une réalité tangible. Ce fait et le renvoi à l'armée des étudiants de Vincennes qui avaient occupé les locaux furent les éléments décisifs qui permirent d'arracher enfin la décision du retrait.

Bilan de notre action : notre groupe s'est renforcé au travers des luttes. Des clivages sont apparus au sein de la cellule communiste. Des liens ont été maintenus avec les comités lycéens.

### Rentrée 1969 : Le combat continue

Assurer la primauté absolue de la vie syndicale et politique sur le travail dans le conseil d'administration qu'il ne faut pas boycotter mais qu'il faut situer à sa vraie place, secondaire ambiguë. Et dont il faudra se retirer si un certain nombre de conditions strictes et précises ne sont pas remplies.

Approfondir la réflexion théorique sur le rôle de l'enseignement.

Développer la collaboration avec les groupes d'élèves.

Savoir saisir toute occasion d'élever le niveau des luttes et de poser les vrais problèmes. □

lisez  
le P.S.U.  
et l'avenir socialiste  
de la France

par

**Michel Rocard**

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"  
54, boulevard Garibaldi - Paris-15<sup>e</sup>  
C.C.P. 58 26 65 - Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes



A.F.P.

Lettre de Rome

# Les grandes manœuvres de la bourgeoisie

Bruno Crimi

Rome, juillet

On n'avait jamais parlé avec l'insistance de ces dernières semaines, en Italie, de l'imminence d'un inéluctable coup d'Etat de droite. En juillet 1960, pourtant, quand la rue avait repoussé la tentative autoritaire du gouvernement Tambroni, les choses étaient allées aussi loin. De même en juillet 1964 quand les services d'espionnage (S.I.F.A.R.) avaient mis au point avec la collaboration de quelques officiers supérieurs de l'armée, avec le président de la République d'alors : Segni, et avec l'inévitable C.I.A., un putsch à la grecque, on avait pu ressentir la panique qui troubla la vie politique italienne à ce moment de l'été. Mais disons-le tout de suite, tous les journaux italiens et étrangers, tous les milieux « ordinairement bien informés », tous les théoriciens et experts de la politique du Quirinal et du Palais Montecitorio ont commis des erreurs qu'il ne serait pas exagéré de définir comme historiques. En fin de compte elles ont paru presque grotesques les « précautions » prises par certains hommes politiques de gauche à vouloir ménager un « asile sûr » en vue de ce qui aurait dû être le coup de force de la droite réactionnaire et conservatrice contre les institutions dites démocratiques.

Le coup d'Etat en Italie ne se fait pas suivant le modèle grec : la classe ouvrière est trop puissante et une épreuve de force aboutirait à une guerre civile. Le coup d'Etat en Italie est en marche depuis quelques années déjà ; il est l'œuvre de la droite économique, des milieux industriels les plus avancés avec l'appui des sociaux-démocrates de vieille ou de nouvelle souche. Le coup d'Etat en Italie, c'est la stabilisation d'un régime qui n'a rien à voir avec les intérêts des classes laborieuses, mais qui continue à se faire pas-

ser pour l'ami des travailleurs en essayant de les mettre au pas toujours davantage.

## Fiat dirige l'Italie

« Coup d'Etat, comment cela ? » m'a demandé un représentant de la gauche démocrate-chrétienne. « Les dirigeants de l'Italie, ce n'est pas le gouvernement ni le président de la République, mais Agnelli, mais la Fiat. Et la Fiat n'a certainement pas intérêt à voir la situation se dégrader. » En effet, le plus grand monopole italien est en pleine expansion. Ses 125.000 ouvriers ne suffisent plus à une production qui ne cesse de se développer, aussi a-t-on prévu d'ici à la fin de l'année l'embauche de quelque 15.000 ouvriers en plus. Après avoir doté l'Italie de la voiture utilitaire, après avoir fait promouvoir une politique autoroutière au détriment des hôpitaux et des écoles, la Fiat veut donner aux Italiens la voiture de moyenne cylindrée ; mais pour y parvenir, elle a besoin de stabilité (nous verrons à quel prix elle est disposée à l'acquiescer). En outre la Fiat a des contrats trop importants avec des pays comme l'U.R.S.S. pour pouvoir se permettre la moindre pause de sa production, conséquence inévitable d'un événement comme celui qu'ont redouté les journaux « bien informés » ces dernières semaines. Voilà pourquoi il était nécessaire de laisser se décanter la situation, d'attendre que la portée réelle des problèmes se dégage en profondeur. Et si notre article arrive avec quelque retard, c'est bien parce que nous nous proposons de faire comprendre à travers lui l'actualité et la perspective politique italiennes en les dominant, sans nous arrêter à la stricte actualité. Pour cela, il faut réexaminer, au moins dans ses grandes lignes, la vie politique de l'Italie de ces dernières années.

I. — L'année 1964, avec la scission de l'aile gauche du P.S.I., et par conséquent la formation du P.S.I.U.P., marquait l'entrée définitive du vieux parti de Nenni, non seulement au gouvernement, mais dans le camp de la social-démocratie. Nenni, ce vieil opportuniste qui avait réussi à être plus à gauche que les communistes au temps du front populaire, et plus à droite que les libéraux une fois au gouvernement, avait prononcé le mot historique suivant lequel « après 70 ans d'opposition il était nécessaire que les socialistes entrent enfin dans la salle des « commandes ». Nenni avait également soutenu que la formation du gouvernement de centre gauche signifiait la rencontre historique entre socialistes et catholiques dans un pays où les intérêts de ces deux forces étaient substantiellement identiques. Mais il est inutile de s'attarder à rappeler que la « rencontre historique » s'était traduite en réalité par un accord au sommet entre démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates, accord qui ignorait totalement les intérêts des travailleurs, tandis que la « politique de réformes » inlassablement discutée restait en dehors d'un programme défini en fonction des seuls intérêts capitalistes.

II. — En décembre 1964, ce fut l'élection à la présidence de la République de Giuseppe Saragat, dont la politique des quinze années précédentes (après la scission social-démocrate du Palais Barberini en 1948) avait été empreinte de l'anticommunisme le plus désuet et le plus viscéral. Atlantiste jusqu'à la moelle des os, Saragat avait réussi à surnager à la surface du gouvernement pendant toutes les législatures républicaines, même quand il avait fallu, pour soutenir un cabinet, compter sur les votes des néo-fascistes et des rares fantômes monarchisants. Sa sympathie et son dévouement envers les U.S.A. étaient légén-



dares. Malgré ces précédents, à la faveur d'une opération peut-être unique dans les annales de l'histoire européenne de cet après-guerre, les communistes firent aboutir ce qu'on appela une opération « ouverturiste » ; ils rendirent possible, grâce à leurs suffrages, l'élection de Saragat à la magistrature suprême de l'Etat. Ce devait être le début, pour le P.C.I., d'un dialogue avec certains milieux de la gauche démocrate-chrétienne et avec une fraction non anticommuniste de la social-démocratie, pour une politique de longue durée dont l'objectif était quoi qu'il en soit, si ce n'est la participation à un centre gauche avancé, tout au moins la possibilité d'intervenir dans les réformes qui devraient bien voir le jour tôt ou tard.

### L'ouverture à Saragat

III. — Les cinq ans de centre gauche (janvier 1964-mai 1968) ont été marqués par la plus plate politique administrative tant pour les programmes que pour les réformes ; cependant on encourageait clairement les concentrations industrielles, on approuvait des mesures destinées à lier les mains de la C.G.I.L. (le syndicat de gauche), et qui allaient peser entièrement sur le dos des travailleurs. Mais la situation sociale n'était ni au calme ni à la tranquillité souhaités par les théoriciens du centre gauche. Le renouvellement de quelques contrats dans des catégories de grande importance donna à prouver plus d'une fois que les travailleurs étaient parfaitement disposés à dépasser les directives des centrales syndicales, tandis que l'explosion du mouvement étudiant prenait au dépourvu un gouvernement s'obstinant à considérer la révolte des jeunes comme un « phénomène passager et facilement réductible ».

### Elastique ou rigide

IV. — Les élections de mai 1968 révélèrent un éclatant progrès des gauches et un recul tout aussi éclatant des

deux partis sociaux-démocrates qui s'étaient entre-temps unifiés. Devant la nouvelle situation créée par ces élections, on pouvait définir diverses composantes de la politique italienne pour les années 1970. Tentons d'en faire la synthèse.

a) Les milieux économiques les plus avancés, Fiat en tête, les directions des monopoles et des industries de l'Etat et quelques groupes financiers « progressistes » voulaient un centre gauche « élastique », ce qui voulait dire dans la terminologie de l'alchimie politique, qu'on ne dédaignerait pas les suffrages communistes pour certaines réformes. Ne pas dédaigner les suffrages communistes signifiait en substance se préparer à mettre au pas, ensuite, la classe ouvrière, plus que n'auraient su le faire les véritables détenteurs du pouvoir, avec la mise en cage du vieux P.S.I.

b) Les milieux économiques les plus conservateurs, les Confindustries (1), la grande majorité de la démocratie-chrétienne et une fraction appréciable de la social-démocratie étaient en revanche partisans d'un « centre gauche rigide », c'est-à-dire hermétiquement fermé aux communistes : si une loi venait à passer grâce aux suffrages déterminants des communistes, le gouvernement aurait à se démettre aussitôt.

### Pour un centre-gauche avancé

V. — Pendant ce temps, les communistes restaient vigilants. La nouvelle édition du centre gauche était mort-née. Les suffrages déterminants des communistes en faveur d'une loi sur l'école et de l'augmentation des pensions aux travailleurs provoquèrent des remous qui firent souvent parler d'une crise imminente. Le pouvoir, de son côté, montrait une poigne de fer avec ouvriers et étudiants, allant jusqu'à tirer plus d'une fois sur les manifes-

(1) C.N.P.F. Italien.

tants. Ce genre d'incidents, du reste, n'entraîna pas de condamnation du régime qui révélait peu à peu sa vocation droitiste, même dans les milieux que l'on disait enclins à une politique plus avancée.

VI. — Cependant, les dissensions les plus graves se produisirent dans la maison social-démocrate. Nenni (ministre des Affaires étrangères), devenu dès lors le chef des anciens adhérents au vieux P.S.D.I., avait définitivement abandonné les camarades du vieux P.S.I., dont une partie réclamait avec insistance un centre-gauche « plus avancé », à l'exclusion de toute tentative autoritaire, ouvert à une collaboration possible avec les communistes. Une réunion houleuse du Comité central social-démocrate ne parvint pas à résoudre cet antagonisme et les deux factions opposées radicalisaient davantage leurs positions respectives. On attendait le Congrès démocrate-chrétien pour connaître les décisions que prendrait le parti de la majorité relative devant la question épineuse d'une possible ouverture en direction des communistes (même non officielle). Toutefois, le Congrès démocrate-chrétien se termina par une savante distribution de charges et de postes au sein de l'appareil du parti, et le problème dont dépendait l'avenir du gouvernement demeurait entier.

VII. — La condamnation de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, l'adhésion presque totale du P.C.I. au renouveau tchécoslovaque, la position qu'il a adoptée lors de la récente Conférence de Moscou, entre autres, furent interprétées par certains comme des manœuvres de politique intérieure : bonnes dispositions des communistes pour une expérience de centre-gauche avancé.

VIII. — Luigi Preti, ministre d'Etat et leader de l'aile la plus outrancièrement atlantiste du parti social-démocrate, se rendit alors aux U.S.A. A ce qu'il semble, les conseillers de Nixon lui dirent de ne pas accepter l'opération d'élargissement du gouvernement dont on discutait à perte de vue. Même si cela avait dû signifier la scission du P.S.I., l'opération ne devait pas aboutir à tout prix. Toujours d'après les bruits qui courent dans les milieux politiques, la scission avait été grassement payée par le gouvernement de Washington : un milliard trois cent cinquante millions de lire.

IX. — C'est dans ces conditions, avec un parti social-démocrate disloqué, qu'on en vint au Comité central des 4 et 5 juillet. Certains ont perdu la tête — dit-on — et contre toute attente, sont passés de la tendance Nenni (droite) à la tendance De Martino (pseudo-gauche). Certains — dit-on encore — ont été tout bonnement achetés. C'est un fait que le rapport de forces, qui devait être plus ou moins équilibré, s'est nettement modifié en faveur de De Martino. En cela, l'opération Preti s'est soldée par un échec. Les sociaux-démocrates de droite ont abandonné la salle du Comité central et peu de temps après ont donné naissance au nouveau parti social-démocrate : le P.S.U. (Parti Socialiste Unitaire).

X. — Tant et si bien que les rumeurs concernant le « golpe » se répandirent. De fait, le gouvernement

tomba automatiquement, laissant une incroyable vacance de pouvoir, et sous l'influence de journaux conservateurs, se mirent à paraître des articles d'illustres journalistes qui célébraient l'armée, la police, leur force et leur détermination à préserver la « légalité constitutionnelle ».

### En quête d'un gouvernement

XI. — Saragat, resté dans l'ombre pendant tout ce temps, non sans tenir les ficelles des événements, était bouleversé par l'échec que représentait la scission de ses partisans. Il était impensable, vu le nombre restreint de ceux qui étaient passés au P.S.U., de former un gouvernement de stricte observance anticommuniste, car il serait tombé dès sa présentation aux Chambres. Il a bien songé alors à rappeler Mariano Rumor, le président du Conseil mis en difficulté par la scission social-démocrate, pour lui confier la charge de former à nouveau le gouvernement. Mais au point où en sont les choses, le problème de Rumor revient à concilier le nouveau P.S.U. et le P.S.I. ; beaucoup pensent qu'en définitive le P.S.I. restera à l'écart du gouvernement : il n'y a pas à dire, c'est un beau succès pour des hommes comme Nenni qui s'étant faits les serviteurs du patronat en poignant la classe ouvrière, se sont laissés posséder par ce même patronat (2).

Car le problème est bien là : Agnelli et les grands industriels veulent le gouvernement pour tout de suite et veulent que ce gouvernement soit dynamique. Pour une raison bien simple : en octobre, vient l'heure des renouvellements des contrats de travail pour les catégories les plus importantes, en premier lieu, les métaux. D'après les luttes se préparent et la police a prouvé qu'elle n'avait pas la main légère.

Et ce n'est sûrement pas par hasard qu'Agnelli multiplie les pressions pour faire avancer à cet été l'expiration des contrats : sous le « choc » du coup d'Etat éventé, sous la menace d'une droite réactionnaire qui se montre de plus en plus agressive, il est beaucoup plus facile d'obtenir que les centrales syndicales ne se montrent pas trop exigeantes et suggèrent aux travailleurs de rester dans l'ordre. Toutefois, même si le gouvernement est mis en place conformément aux vœux du patronat, les perspectives ne sont guère brillantes. Les élections administratives qui donneront en novembre le pouls du pays, donneront en même temps une idée sûre du climat politique en Italie et des perspectives pour les années 70. Peut-être alors, et alors seulement, on verra que l'Italie ne traverse ni une crise de croissance ni une crise de régime, mais une crise sociale. Le pays réel l'a-t-il compris ? S'il l'a compris, les élections n'auront sûrement pas à le prouver, même si elles doivent permettre de mesurer le degré de survie du régime. Si le pays réel a compris quelles passes est en train de franchir l'Italie, on le verra, c'est très probable, dans la rue. Peut-être n'y a-t-il pas longtemps à attendre ?

(2) Depuis, le gouvernement Rumor purement démo-chrétien a été formé.

# Le temps des interrogations

Michèle Descolonges

La semaine dernière, nous avons tenté de décrire quelques-uns des effets de l'effondrement économique et psychologique de la Tchécoslovaquie. L'article ci-dessous tente de déterminer les causes du sabotage : l'intervention soviétique pour réussir a certainement trouvé des conditions favorables.

## Contre le grand frère Union soviétique

Dans un pays qui a connu le stalinisme et par voie de conséquence une absence à peu près totale d'information et de formation pour la population, huit mois de relative liberté politique pour les masses permettent de poser des questions mais à peine d'esquisser des réponses.

A partir de mai 1968, les ouvriers tchécoslovaques ont commencé à intervenir politiquement avec leurs propres mots d'ordre, poussant en avant l'aile la plus radicale des « réformateurs » (Smrkovsky). Mais ils n'ont pas pu faire du parti leur instrument ou s'en créer un nouveau. Ils ont largement succombé à l'illusion de l'unité nationale, même si leur méfiance à l'égard des courants technocratiques était éveillée. Après l'intervention, ils ont dû se rendre compte peu à peu que les technocrates réalistes à la Cernik, voire les paladins du socialisme à visage humain comme Dubcek étaient incapables de rompre le cordon ombilical qui les reliait au grand frère soviétique. Ils ont dû se rendre compte aussi que les équivoques mêmes de la « libéralisation » tchécoslovaque, ses hésitations entre démocratie politique de masses et réformes technocratiques se sont retournées contre eux.

L'heure est aujourd'hui à l'amertume, au dégoût chez les travailleurs. Et il faudra un travail patient et douloureux pour recréer les conditions d'une nouvelle politisation socialiste des masses, débarrassée cette fois de toute illusion. Quelle dérision ! Si l'Union soviétique est le modèle du socialisme, il y a beaucoup d'antisocialistes en Tchécoslovaquie. Si l'Union soviétique est l'image de la révolution en marche, il y a beaucoup de contre-révolutionnaires en Tchécoslovaquie.

La population ne se laisse pas

prendre à ce verbiage. Par contre, chez les jeunes, se faire traiter de « communiste » est injurieux. Attribuer la dépolitisation de la jeunesse au « Printemps » de Prague est trop facile. Nous, des pays capitalistes, connaissons beaucoup mieux les écrits marxistes que nos camarades tchèques. Conséquences, parmi autres de cette démoralisation :

La prostitution et le nombre d'avortements se sont accrus. La dénatalité entraînera de graves conséquences économiques d'ici à quelques années. La délinquance est aussi en augmentation. La réponse du gouvernement ? Répression et travail. Dans un pays où l'on entend partout un vieux chant « nemelem nemelem... » (nous ne pouvons plus travailler, plus travailler car l'énergie nous a été prise), c'est sommaire.

Ce qui frappe justement c'est l'absence de recherche théorique et pratique sur le socialisme qui a été établi en Tchécoslovaquie. La science économique marxiste est « demeurée ». Un certain nombre d'intellectuels insistent sur ce fait, mais ils ne sont pas les seuls.

## Imprévoyance ou calcul ?

Le « Printemps de Prague » a été trop bref pour que s'organise une force. Beaucoup de responsables des organisations de masses sont en place depuis plusieurs années, en janvier 68 ils ont crié : vive la libéralisation, maintenant ils crient : vive la normalisation.

La libéralisation n'est pas passée dans les institutions, qui auraient été des garanties pour l'avenir — la période présente en l'occurrence. Justement on voit l'équipe gouvernementale actuelle s'appuyer et faire ressurgir des lois que personne n'avait songé à supprimer.

Un autre problème qui se pose — mais pas à haute voix — : qu'est-ce que la dictature du prolétariat ? La notion de prolétariat mis en tutelle et représenté par le parti communiste, si elle est encore mise en application, ne l'est que parce qu'elle est imposée.

En fait, comme dans toutes les démocraties populaires, le Parti communiste tchèque est très bureaucraté et très centralisé. C'est lui qui a la direction du pays, la mainmise sur le Plan, et le contrôle idéolo-



A.F.P.

gique, c'est-à-dire le contrôle des moyens d'information. Répétons-le, les masses populaires sont inorganisées et donc incapables de contester son hégémonie — il est trop tard maintenant pour compter sur une insurrection généralisée. Avant l'intervention soviétique la structure du P.C.T. n'avait pas été bouleversée. Le « Printemps » de Prague a été possible en grande partie grâce à une lutte au sommet du P.C.T. La nouvelle équipe s'appuyait sur la population ; on voit encore des photos de Dubcek et Svoboda un peu partout, à Bratislava le portrait de Svoboda est même affiché dans les rues.

Si les Soviétiques ont trouvé tant d'appuis au sein du P.C.T., c'est qu'il n'avait pas été renouvelé : il suffit alors de changer l'équipe gouvernementale. Le Comité central étant composé de représentants de la « gauche » du parti, c'est-à-dire des pro-Soviétiques, l'éviction progressive de Dubcek, l'exclusion de Kriegl font partie dans ces conditions d'un processus logique.

## Pravda vitezi ! (la vérité vaincra)

Le secrétaire (élu) de l'organisation des jeunes travailleurs d'une grande ville nous disait : « Le parti unique, c'est le début de tous nos malheurs. Pour qu'existe une vie politique dans le pays, la concurrence politique est indispensable. » Comme nous lui demandions si son organisation et les organisations de jeunes étaient capables d'influer sur l'évolution du pays : « Cela peut aider. Mais maintenant tout travail politique doit être fait très discrètement

si nous ne voulons pas être dissous. L'important c'est d'arriver jusqu'au bout et pour cela nous devons peut-être faire une déclaration pro-gouvernementale. Il reste encore des possibilités d'action, pas immédiates mais, bien sûr, à long terme. Il y a dans la jeunesse des pessimistes qui disent que peut-être arrivera le jour où ce pseudo-socialisme disparaîtra. Il y a des optimistes qui en sont sûrs. Les situations entraînent toujours des réactions. J'étais l'an dernier en Union soviétique, et j'ai rencontré chez les jeunes une grande opposition à la bureaucratie en place, une opposition qui essayait de s'organiser. La situation actuelle ne peut plus durer longtemps en Union soviétique. »

Nous avons échangé des informations sur trois autres pays dont l'évolution préoccupe les Tchèques : la Chine, la Roumanie et la Yougoslavie. Sur le Parti communiste italien aussi. Ils ont tous un dénominateur commun : le désengagement partiel ou total à l'égard de l'Union soviétique — c'est sur eux que l'on compte pour faire évoluer les rapports de forces au sein des pays socialistes.

L'information, rappelons-le, ne circule pas — ou mal. La presse recommence à mettre en vigueur condamnations et délations. Les manifestations du 21 août ont amené un durcissement du régime. Cependant, celui-ci s'est définitivement aliéné la population. Le secrétaire de l'organisation des jeunes travailleurs nous disait encore : « Pour moi, le socialisme est meilleur que le capitalisme, mais je n'accepte pas le socialisme bureaucratique qui nous est imposé. La bureaucratie n'est pas un système vivant, et la jeunesse est vivante. » □

# La double tragédie

Christian Guerche

Il n'est pas trop tard pour revenir sur l'extraordinaire témoignage de Artur London, concernant les procès staliniens qui se déroulèrent en Tchécoslovaquie, dans les années 50, après ceux qui s'étaient tenus, en Hongrie (procès Rajk) et Bulgarie (procès Kostov) (1).

On connaît les faits. Vieux militant de l'appareil international du mouvement communiste mondial, militant dans les Brigades internationales, en Espagne, Artur London participe à la résistance française (sa femme est la belle-sœur de Raymond Guyot), puis après une maladie longue, rentre à Prague, où il est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

Peu à peu, il sent la suspicion l'entourer dans ses activités. De vieux amis s'éloignent. D'autres n'osent plus lui parler. Il se sent contrôlé, suspecté, sans savoir ce qu'on lui reproche. Enfin il est arrêté.

## Comment créer un coupable

Dès lors se déroule une extraordinaire série d'interrogatoires qui vont amener la police à briser d'abord Artur London, puis à l'amener peu à peu à accepter de composer le personnage qu'on lui demande d'être au moment du procès public.

Ainsi se trouve démontée de l'intérieur toute la mécanique des procès staliniens. On comprend enfin, au travers de la description des techniques raffinées de la police soviétique et des hommes liges de la police tchèque, comment des militants éprouvés ont pu devenir les fantômes d'eux-mêmes, avant de se transformer en complices objectifs d'une farce innommable qui stupéfia l'opinion publique mondiale, du moins celle qui avait oublié la première monture de ces procès : ceux qui se tinrent à Moscou, de

(1) L'Aveu de Artur London, Gallimard.

1930 à 1940, et qui décapitèrent la plupart des dirigeants du Parti Communiste Soviétique.

En tant que témoignage humain, le livre de London comporte de nombreux passages bouleversants, parfois même insoutenables. Pour ceux dont je suis, qui appartenaient à l'époque au P.C.F., et qui avons encore en mémoire les comptes rendus de la presse communiste internationale, de « l'Humanité » en France, et en particulier de la déclaration de la femme de London au tribunal, dont son mari explique aujourd'hui le sens, le témoignage a des vertus décapantes, qui font mal. Aucun socialiste en définitive ne peut lire à l'aise ce livre. Nous sommes d'une manière ou d'une autre tous « mouillés » à la fois parce que nous avons laissé faire, ou que nous avons mis — et continuons de mettre — le problème entre parenthèses, comme s'il ne concernait qu'une partie du mouvement ouvrier, et ne rendait compte que de procès lointains, géographiquement localisés, ne pouvant se dérouler ailleurs.

De ce point de vue, rien de plus tragique, tout bien considéré, que les conseils reçus par le couple London, de la part des dirigeants communistes français. Conseils de prudence dont l'habileté se mesure à la manière dont ils cherchent à arracher un militant qu'ils savent innocent aux griffes de l'appareil stalinien. Mais suffisamment secrets pour qu'à aucun moment les militants du mouvement ouvrier ne se posent de questions sur la véritable nature de ces procès.

Et c'est ici que se situe, me semble-t-il, la seconde tragédie contenue dans le livre de London.

## La politique réduite à l'absurde

A la fin de son livre, Artur London a rajouté quelques pages dans l'édition française, inspirées des événements de Tchécoslovaquie de 1968. La con-

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h).

### EDITIONS DU SEUIL

— LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel .....	7,50 F
— DEVELOPPEMENT ET SOCIALISME, de René Dumont .....	24,00 F
— LE JAPON - 3 <sup>e</sup> GRAND -, de Robert Guillaud .....	24,00 F
— HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, de François Fétjo	
Tome I - l'Ere de Staline .....	30,00 F
Tome II - Après Staline .....	36,00 F
— HO CHI MINH, de Jean Lacouture .....	6,00 F

### EDITIONS MASPERO

— ROSA LUXEMBURG, Œuvres	
Tome I .....	6,15 F
Tome II .....	6,15 F
— SUR LE FASCISME, de Daniel Guérin	
Tome I, la Peste brune .....	6,45 F
Tome II, Fascisme et grand capital .....	6,15 F
— LA REPONSE SOCIALISTE AU DEFI AMERICAIN, de Ernest Mandel	8,90 F

### EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine ..	15,00 F
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine ..	20,00 F
— MARX ET ENGELS, D. Riazanov (conférence faite au cours de marxisme à l'Académie socialiste en 1922) .....	15,00 F

### EDITIONS OUVRIERES

— LES ROUAGES DE L'ECONOMIE, J.-M. Albertini .....	11,40 F
— LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, Jean-Luc Bodiguel ..	26,00 F
— HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS, Jean Bron	
Tome I, le Droit à l'existence .....	18,00 F
Tome II, en préparation	
— CONNAISSANCE DE L'ENTREPRISE, Maurice Cluquet	9,00 F

### CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

— LES PROBLEMES DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE, Tables rondes avec J.-M. Vincent, Ernest Mandel, M. Bridier, Y. Craipeau, P. Naville	12,00 F
--	---------



**LIBRAIRIE  
TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**

damnation de l'intervention soviétique est nette. Les pages écrites dans la chaleur du moment apparaissent effectivement comme le prolongement naturel de son témoignage.

Et pourtant ce qui fait le corps de l'ouvrage n'est que descriptif. En effet à aucun moment n'apparaît la moindre analyse sur le sens des procès qui se sont déroulés dans les démocraties populaires, après la condamnation par le Kominform du Parti Yougoslave.

Tout ici relève de l'absurde. Visiblement l'auteur s'interroge encore sur le sens de ce qui lui est arrivé, et de ce qui lui arrive. A aucun moment, il ne raisonne sur les motivations politiques de ses ennemis les plus acharnés, et sur la nature de la lutte qui l'oppose à la bureaucratie tchèque, et derrière elle à la bureaucratie soviétique.

Se sachant innocent il plaide son dossier. Mais il n'est pas sûr que d'autres ne le soient pas, et dans ce cas, que quelques-unes des méthodes

employées ne soient pas possibles, légales, acceptables. Quelques phrases sur les « trotskystes » sont ainsi inacceptables.

London reste ainsi enfermé dans les structures du mouvement communiste, telles qu'il les a vécues. Il est l'une des victimes de la « monstrueuse excroissance » que constituait le stalinisme. Mais il n'ose pas s'interroger sur les origines et la nature de cette excroissance.

En ce sens il s'affirme fidèle à ce qu'il fut, mais limite singulièrement son témoignage.

Qui reste cependant indispensable à connaître, à méditer et à diffuser. En d'autres temps, et pour d'autres nous avons crié « plus jamais ça ». A l'heure de Prague aujourd'hui nous ne pouvons que le reprendre, et remercier l'auteur d'avoir dit tout haut, ce que beaucoup trop de dirigeants du mouvement ouvrier connaissaient et commentaient tout bas.

# A l'heure de la déstalinisation

De notre envoyé spécial Gilbert Chantaire,

Venant peu après la visite de Nixon à Bucarest, le 10<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste roumain a été quelque peu éclipsé par cet « événement ». Il n'en reste pas moins qu'il revêt une importance capitale et qu'il a approfondi les tendances nationales du P.C.R.

Il a été marqué par un triomphe incontestable : la réélection du chef de l'État Nicolae Ceaucescu, 51 ans, secrétaire général du parti, pour une durée de cinq ans. Le leader roumain apparaît tant aux yeux de ses compatriotes qu'à ceux de nombre d'observateurs étrangers comme le champion incontesté de l'indépendance de son pays. C'est à ce titre qu'il a reçu une ovation monstre des délégués et de la foule massée devant la salle du Congrès à Bucarest. Elu par les 1.915 délégués et non pas le seul Comité Central, comme il est de règle dans tous les pays communistes, Ceaucescu devient par cette « entorse » aux principes responsable devant l'ensemble du parti. Cette nouvelle formule permet au leader roumain d'en appeler aux 1.915 délégués en cas de litiges au sein des organismes dirigeants du parti, ce qui interdit pratiquement tout limogeage et renforce un peu plus le culte de la personnalité dont il est l'objet.

## L'indépendance roumaine

La recherche de l'indépendance a commencé au début des années 60 par le refus de l'intégration économique au sein du Comecon. La Roumanie n'acceptant pas de demeurer une zone agricole du « glacis » soviétique ni le fournisseur de pétrole de cette zone. Les Roumains décidaient alors de se lancer dans une politique d'industrialisation rapide sans bien sûr jamais porter atteinte aux dogmes du mouvement communiste. Cette politique démarra véritablement en 1965 après la mort de Georghiu Dej et sa succession par Ceaucescu. La recherche de partenaires économiques, toujours plus nombreux, menée prudemment mais non sans cohérence, a contribué à donner une relative indépendance à la Roumanie. On peut mesurer la différence essentielle avec la Tchécoslovaquie dont l'activité économique a toujours été tournée presque exclusivement avec l'ensemble des pays socialistes et plus particu-

lièrement avec l'Union soviétique, ce qui rend les pressions plus efficaces. Cette politique de Bucarest ne va pas sans difficultés, elle coûte très cher en devises et il faudra encore de multiples sacrifices au peuple roumain pour la mener à son terme. Sacrifices que les Roumains supportent plus facilement que les Tchèques, car leur pays jusqu'alors était très en retard sur le plan économique. D'autre part, les problèmes de gestion et les éventuelles tensions entre technocrates et bureaucrates ne se posent pas devant la réussite présente de l'industrialisation extensive.

Un élément extérieur a facilité les efforts roumains : le conflit sino-soviétique. Les Roumains refusant de prendre part à la querelle des deux grands du socialisme ont acquis une certaine liberté de manœuvre. Liberté qui s'est révélée essentielle vu la formidable pression de l'Union soviétique au lendemain de l'intervention en Tchécoslovaquie. *Scinteia*, l'organe du P.C. roumain ne se faisant jamais faute durant cette période de rappeler les liens qui unissaient et qui unissent toujours les partis roumain et chinois. La récente conférence des partis communistes à Moscou, organisée pour condamner les communistes chinois, a été sur ce plan un échec, les Roumains, entre autres, ayant pu nettement marquer leurs distances sur ce point.

## Lutte contre « l'impérialisme »

Cette politique d'indépendance nationale est conforme à la décision prise par le 10<sup>e</sup> Congrès de « déstaliniser » l'ensemble de la politique intérieure et extérieure du pays. A cet égard, ce Congrès revêt une importance évidente qui n'est pas sans rappeler le 20<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'Union soviétique en 1956 qui marqua le triomphe personnel de Krouchtchev et le grand début de la déstalinisation. Il va sans dire que la réalité roumaine est différente. Cette « déstalinisation », en dépit de quelques changements mineurs, ne vise en aucun cas le fonctionnement de l'appareil du parti. La déstalinisation roumaine est une « décolonisation ». Elle concerne la politique extérieure du pays, les rapports avec les autres États et

ceux du P.C. avec les autres partis. Les grandes lignes se définissent ainsi :

**Comecon** : Renforcement des relations inter-États au sein des organismes économiques mais refus de l'intégration :

**Politique étrangère** : La principale préoccupation demeure les liens avec les pays socialistes, mais l'accent est mis sur le développement des relations avec les autres pays et la coexistence pacifique ;

**Défense** : L'attention est portée sur la défense du pays. Il ne s'agit pas seulement de l'armée mais des milices et de la préparation d'une résistance populaire, préparation sans précédent qui date d'août 68... Le Congrès a dénoncé l'impérialisme avec violence mais il a donné de celui-ci une définition si ambiguë qu'il est difficile de n'y voir que l'impérialisme américain, d'autant qu'il n'est même pas cité ;

**Monde communiste** : Le but recherché est l'unité du mouvement communiste international, c'est-à-dire le refus de considérer le communisme chinois comme hérétique. Là encore, on insiste sur la libre détermination de chaque parti dans ses liens avec les autres partis sans « aucune pression extérieure ».

Pour le reste, on ne note rien de nouveau. Les dirigeants de Bucarest réaffirment l'ensemble de leurs options, sur la sécurité européenne (démantèlement simultané de l'OTAN et du Pacte de Varsovie), sur l'agression américaine au Vietnam, sur le conflit du Moyen-Orient (règlement sur la base de la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1968). Rien là de bien révolutionnaire.

## Timide déstalinisation

Ces différentes options qui visent toutes au renforcement de l'indépendance roumaine, développement du potentiel industriel, liberté de manœuvre sur le plan extérieur, refus de prendre part à toute querelle « idéologique » comportent des aspects ambigus. La déstalinisation roumaine ne vise en aucun cas l'organisation de l'appareil du parti et de l'État. Les statuts du parti ne sont pour ainsi dire pas modifiés. Dans cette voie, les Roumains vont beau-



coup moins loin que les Tchèques du « printemps ». Le Congrès, sur le problème des réhabilitations s'est contenté d'approuver les décisions du plenum d'avril 68 contre « les abus et illégalités du passé ». Le Comité Central devra « faire en sorte que la légalité socialiste soit désormais respectée pour que de pareilles choses ne se répètent plus jamais ». Il s'agit là surtout d'intentions. Certes deux vétérans Apostol et Stoica, réputés pour leur orthodoxie, ont été destitués. De nombreux blâmes ont été prononcés contre Georghiu Dej, reconnu comme responsable de procès truqués et d'exécutions. Mais une véritable politique de réhabilitations aurait visé d'autres têtes et provoqué beaucoup de difficultés. Les Roumains se sont contentés de réhabilitations politiques ne remettant rien en question. Elles sont très limitées, limitées à la bureaucratie du parti et renforcées par la même occasion leur artisan principal Ceaucescu et accentuent le culte de la personnalité. Il n'y a sur ce plan aucune comparaison possible avec le « printemps » de Prague, il faut cependant ajouter que cette prudence est dictée par des considérations extérieures. Il est évident que les dirigeants du Kremlin auraient beaucoup de mal à trouver des « déviations » idéologiques dans le régime de Bucarest.

Il reste que l'événement de l'année, en ce qui concerne la Roumanie, est la visite de Nixon. Visite totalement passée sous silence pendant le Congrès alors qu'elle était dans toutes les mémoires, noyée sous les éloges de circonstances à l'adresse de l'Union soviétique ! Tout avait été calculé, préparé dans le plus grand secret, la visite a fait l'effet d'une bombe. L'accueil au Président américain a été chaleureux, enthousiaste même, savamment orchestré en tout cas comme le silence officiel qui a suivi la rencontre. Les Roumains avaient là frappé un grand coup, trop grand peut-être. L'audace a été extrême, ainsi que l'habileté manifestée pour minimiser ensuite l'effet d'une telle visite. On peut déplorer ce geste de Bucarest sous bien des aspects, il est inutile pourtant de préciser qu'il est une conséquence (en grande partie) de l'intervention soviétique d'août 68.

# Brésil : début de la guerre révolutionnaire

L'enlèvement de M. Burke Elbrick, l'ambassadeur des Etats-Unis au Brésil, a soulevé un formidable éclat de rire en même temps que beaucoup d'admiration pour les hommes qui ont réalisé ce coup de force.

L'opinion publique internationale a été frappée. C'est le but que s'étaient assigné les guérilleros : montrer que le Brésil est sous le joug conjugué d'une dictature militaire et de l'impérialisme américain, et que la lutte s'organise.

Nous avons rencontré un représentant de l'A.L.N. (Action de Libération Nationale), organisation responsable de l'enlèvement, qui nous a transmis une lettre écrite par Carlos Marighella. Celui-ci, ancien membre du parti communiste brésilien, est devenu le leader de l'organisation.

L'A.L.N. a près de deux ans d'existence. Ses premières actions de guérilla urbaine, volontairement non signées, ont été d'abord prises par les forces gouvernementales pour

du banditisme. Cela a permis à l'organisation, composée principalement de membres des classes moyennes et des professions libérales, de se renforcer sans être immédiatement menacées par la répression. A la fin de l'année 1968 a commencé la guerre psychologique ; du même coup la volonté politique de l'organisation a été dévoilée.

80 % de la propriété foncière sont détenus par 2 % de la population, alors que 54 % des Brésiliens sont des paysans. C'est dire que la guérilla rurale est un élément déterminant de la lutte. Tel est donc l'objectif actuel de l'A.L.N. : porter la lutte à la campagne.

Les termes de cette lettre, adressée « aux révolutionnaires et anti-fascistes européens », dont on trouvera ci-dessous de larges extraits, sont pesés. Il ne s'agit pas d'un exposé sur la situation politique du Brésil, mais d'un appel à la guerre révolutionnaire.

M. V.

La lutte que nous entreprenons au Brésil est une lutte de libération nationale et contre les classes dominantes brésiliennes. C'est une lutte contre la dictature militaire-fasciste actuellement au pouvoir. C'est donc une lutte anti-fasciste. C'est une lutte anti-capitaliste, car elle fait face aux capitalistes nationaux liés au capital étranger. C'est une lutte pour le socialisme, car elle entend en finir avec les classes exploiteuses, la domination des grands capitalistes et latifundistes du pays. Ces classes représentent le plus grand obstacle à la marche vers le socialisme et sont maintenant l'appui de l'impérialisme nord-américain et du capital étranger au Brésil.

Notre organisation est l'Action de Libération Nationale (A.L.N.). Voilà sa stratégie :

1) Notre ennemi principal est l'impérialisme nord-américain. Notre lutte est une lutte de libération nationale et anti-oligarchique. Nous entendons transformer radicalement la structure de classes de la société brésilienne.

2) Nous luttons pour la conquête du pouvoir et la destruction de l'appareil bureaucratique militaire de l'Etat brésilien. Il sera substitué par le peuple armé. Notre but principal est l'instauration d'un gouvernement populaire révolutionnaire.

3) Notre programme : expulser les Nord-Américains ; confisquer les entreprises du capital privé national qui collaborent avec le capital étranger et les Nord-Américains ; confisquer les latifundia dont les plus grands appartiennent aujourd'hui à des Nord-Américains, en menant jusqu'à ses dernières conséquences la révolution agraire libérant la paysannerie ; libérer le Brésil de la condition de satellite de la politique extérieure des Etats-Unis pour qu'il devienne indépendant de la politique des blocs militaires, en adoptant une politique extérieure d'appui net aux pays sous-développés et en lutte contre la colonisation.

Notre forme de lutte est la lutte révolutionnaire déjà déclenchée avec la guérilla urbaine et l'expropriation des biens des grands capi-

talistes nationaux, des latifundistes et de l'impérialisme nord-américain, le sabotage, la mort des espions de la C.I.A., la capture d'armes et explosifs, l'endommagement des instruments de guerre et de la puissance de feu des « gorilas » brésiliens.

5) Notre prochain pas sera le passage de la zone urbaine à la lutte armée en zone rurale contre les latifundistes, déclenchant la guérilla rurale mobile et passant de l'alliance armée d'ouvriers et paysans avec les étudiants à la formation de l'armée révolutionnaire de libération nationale (...).

Nous ne voyons pas de différence entre la lutte que nous entreprenons au Brésil contre l'impérialisme nord-américain et la dictature militaire-fasciste et la lutte en Europe contre le fascisme, contre les « trusts » et les monopoles, contre l'impérialisme nord-américain, contre la guerre du Vietnam. La lutte des révolutionnaires européens est la même que celle des révolutionnaires d'Amérique latine. □

